

Paris le 27 mars 2007

Déclaration de l'UNAT et de ses membres

UN TRISTE ANNIVERSAIRE POUR UN BEL OUTIL !

Alors que l'**Agence nationale pour les Chèques-vacances** (ANCV) va célébrer son **25^{ème} anniversaire**, il convient de réaffirmer l'utilité du chèque vacances et sa **réussite économique et sociale**.

Cependant, s'il bénéficie à plus de 7 millions de personnes, il ne touche pas encore la majorité de la population et il ne peut donc à lui seul personnaliser une **politique sociale du tourisme** qui reste à développer et pour laquelle l'UNAT est engagée.

Cet anniversaire nous permet de rappeler la nécessité, maintes fois exprimée par l'UNAT et les organisations syndicales de salariés, de **permettre l'élargissement du nombre des bénéficiaires** par la suppression du revenu fiscal de référence, principal obstacle au développement du chèque vacances dans les PME et TPE. Ce revenu fiscal de référence n'existe pas pour le Chèque-emploi service universel (CESU), ce qui prouve que cette mesure est possible.

L'UNAT, co-fondatrice de l'Agence avec l'ensemble du secteur du Tourisme associatif et les partenaires sociaux, regrette que cet anniversaire ne soit pas l'occasion d'un véritable échange entre les diverses parties prenantes du chèque vacances. Cette célébration a été organisée **sans aucune concertation avec les membres du conseil d'administration de l'Agence**. Le Président de l'UNAT, premier vice-président de l'Agence, a appris la tenue de cette manifestation, dont seul le principe avait été approuvé par le conseil d'administration, en recevant l'invitation. En dépit des déclarations de son directeur général, l'ANCV est moins que jamais un outil de partenariat, ni un lieu d'élaboration d'une politique sociale du tourisme.

Par ailleurs, l'UNAT et ses membres s'élèvent contre les **nombreux blocages de paiements et les annulations unilatérales de conventions** dont sont victimes un grand nombre d'associations de tourisme et de communes propriétaires d'équipements de tourisme social, de la part de l'ANCV. Ils demandent qu'il soit mis fin à cette situation, et dénoncent l'atmosphère de suspicion créée autour de certains de ses cadres.

Enfin l'UNAT rappelle, comme le font les organisations syndicales de salariés, que les **ressources de l'ANCV** ne sont pas des ressources publiques mais **proviennent de contributions des entreprises et des salariés**. Elle rappelle que les résultats de l'Agence doivent être utilisés pour promouvoir les **vacances pour tous**, à travers des aides aux équipements sociaux d'accueil des vacanciers et par l'octroi de bourses vacances pour les familles les plus en difficultés. Cette politique ne peut être mise en échec par des décisions d'un contrôleur général qui, selon nous, outrepassent ses prérogatives.

L'UNAT insiste auprès du **Ministre du tourisme pour que les engagements pris** lors du Colloque de l'UNAT du 13 décembre dernier soient tenus, et que la **tutelle de l'agence** fasse en sorte que celle-ci retrouve la **confiance de ses partenaires**, l'efficacité et le sens du dialogue qui avaient prévalu depuis son origine et qui permettront de conduire de nouvelles actions de développement **en faveur du départ en vacances du plus grand nombre**.

Les co-signataires membres de l'UNAT



ALLIANCE NATIONALE DES
UCJG-YMCA FRANCE



ANCAV TT



ASSOCIATION CULTURELLE
THALASSA



AZUREVA



CEI/CLUB DES 4 VENTS



COMITE DES LOISIRS PTT



ETHIC ETAPES



FÉDÉRATION FRANÇAISE DE CAMPING
ET DE CARAVANING



FÉDÉRATION NATIONALE DES
PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT
PUBLIC



FÉDÉRATION NATIONALE
LEO LAGRANGE



JEUNESSE AU PLEIN AIR



LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT



LOISIRS VACANCES TOURISME
(LVT)



RELAISOLEIL VACANCES



RENOUVEAU VACANCES



UCPA



UFCV



UNCOVAC



VACANCES BLEUES



VACANCIEL



VALVVF



VILLAGES CLUBS DU SOLEIL



VTF